



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-cinquième session

Rome, 14, 15 et 17 octobre 2009

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU DIRECTEUR GENERAL

(mercredi 14 octobre 2009)

*Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs les Membres du Bureau du Comité
Excellences,*

Madame le Directeur exécutif du PAM,

Monsieur le Représentant du Président du FIDA,

Honorables Délégués et Observateurs,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous remercier de votre présence à Rome en vue de participer à la 35ème session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, CSA. Vous vous réunissez à un moment crucial : le Comité est appelé à s'engager dans une réforme pour pouvoir remplir convenablement la mission qui lui a été confiée à un moment où la sécurité alimentaire mondiale est confrontée à des défis exceptionnels.

En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation, organisé par la FAO, a pris l'engagement solennel de réduire de moitié la faim et la sous-alimentation dans le monde. Il avait pour cela adopté un programme afin de parvenir à la sécurité alimentaire durable. Cet engagement a été réaffirmé par le Sommet du Millénaire en 2000, par le Sommet mondial de l'alimentation : *cinq ans après* en 2002 et par la Conférence de haut niveau de la FAO sur la Sécurité alimentaire mondiale tenue en juin 2008.

Malheureusement, les données les plus récentes réunies par la FAO sur la faim et la malnutrition dans le monde révèlent que la situation actuelle est encore plus inquiétante qu'en 1996. L'insécurité alimentaire a augmenté partout dans le monde au cours des trois dernières années notamment à cause de la crise mondiale de 2007-2008, induite par la flambée des prix des denrées alimentaires et exacerbée par la crise financière et économique qui frappe le monde depuis plus d'un an. Ainsi le nombre de personnes souffrant de faim et de pauvreté chroniques en 2009 a augmenté de 105 millions par rapport à l'an dernier, portant ainsi le nombre total des sous-alimentés à plus d'un milliard, soit une personne sur six dans le monde. Pour la quasi-totalité, ils

vivent dans les pays en développement : 642 millions en Asie et dans le Pacifique; 265 millions en Afrique subsaharienne; 53 millions en Amérique latine et dans les Caraïbes; et 42 millions au Proche-Orient et en Afrique du Nord.

En juillet, trente pays étaient en situation de crise alimentaire grave et avaient besoin d'une aide d'urgence. Parmi ces pays, vingt se trouvaient en Afrique et dix en Asie et au Proche-Orient.

La crise de l'insécurité alimentaire représente une grave menace pour la paix et la stabilité mondiale, comme on l'a constaté en 2007-2008 lors des « émeutes de la faim » qui ont éclaté dans 22 pays de toutes les régions du monde. Nous devons de toute urgence dégager un large consensus politique international pour l'éradication totale et rapide de la faim dans le monde et prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Le défi d'élimination de la faim n'est pas une question de manque de connaissance ou des moyens à la disposition de la communauté internationale.

La vision d'un monde libéré de la faim est réalisable. Des changements concrets de stratégie politique sont indispensables pour attendre cet objectif.

Le temps est venu d'agir de façon responsable et de s'attaquer aux causes profondes et multiples de l'insécurité alimentaire en prenant des décisions courageuses et en adoptant des solutions politiques, économiques, financières et techniques durables.

La crise alimentaire de 2007-2008 a mis en évidence la faiblesse de la gouvernance actuelle de la sécurité alimentaire mondiale. Ainsi, malgré ses nombreux avantages, en particulier son caractère intergouvernemental d'Etats souverains, sa composition universelle et sa neutralité, le CSA n'a pas pu s'acquitter comme il convenait de la mission de suivi de la sécurité alimentaire qui lui avait été confiée. Il y a au moins cinq raisons pour cela: i) il n'a pas d'instance internationale de décision politique de haut niveau dans les secteurs de la coopération internationale ainsi que de l'agriculture et l'alimentation ; ii) il n'a pas le cadre intégré d'avis scientifiques sectoriels sur la faim à court, moyen et à long termes ; iii) il n'a pas le pouvoir d'évaluer et de coordonner les politiques qui conditionnent la sécurité alimentaire mondiale : notamment dans les secteurs de la production, de l'agro-industrie, du commerce, des filets sociaux de sécurité et du financement ; iv) il n'a pas de mécanisme efficace de suivi des décisions et actions relatives à la sécurité alimentaire aux niveaux national et régional ; et v) il n'a pas les ressources financières nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

Lors de la Conférence de haut niveau de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale de juin 2008, des propositions concrètes ont été faites en faveur du renforcement de la gouvernance de la sécurité alimentaire. Il a été proposé l'établissement d'un Groupe mondial d'experts de haut niveau sur l'alimentation et l'agriculture et la mise en place d'un Partenariat global afin d'améliorer la concertation avec tous les partenaires et de faciliter la coordination et la mise en œuvre des actions sur le terrain. Ces propositions ont été discutées à l'occasion de réunions intergouvernementales, notamment lors du Sommet du G8 à Hokkaido en juillet 2008, au cours de la Session extraordinaire de la Conférence de la FAO en novembre 2008, puis à L'Aquila en juillet 2009, et le mois dernier lors du Sommet du G20 à Pittsburgh.

Dans les propositions de réforme du CSA présentées aujourd'hui nous voyons les résultats d'un important travail initié et conduit par les pays membres.

Il était clair, dans toutes les discussions, qu'il ne s'agit pas de créer de nouvelles instances. Il s'agit d'améliorer, de renforcer, de coordonner, c'est-à-dire de réformer ce qui existe pour que notre action soit plus efficace.

En effet, lors de sa session extraordinaire en novembre 2008, la Conférence de la FAO a demandé que le CSA, qui est ouvert à toutes les Nations Membres de la FAO et à tous les Etats Membres des Nations Unies ainsi qu'aux représentants d'autres institutions internationales, des ONG, du secteur privé et de la société civile, et qui a reçu mandat de suivre l'évolution de la sécurité alimentaire dans le monde, puisse jouer pleinement son rôle dans le nouveau dispositif de gouvernance mondiale.

Le nouveau CSA doit devenir un forum mondial pour les débats et favoriser la convergence de vues sur les causes et conséquences de l'insécurité alimentaire et les modalités d'action dans ce domaine. Il devrait définir les principes de la formulation de politiques et stratégies appropriées avec les moyens de suivre les progrès réalisés et de rendre compte de leur mise en oeuvre.

Les membres du CSA, sous le leadership de son Bureau, sont convenus de s'engager dans un renouvellement profond du Comité. Ils ont initié un processus de réforme reposant sur trois principes: d'abord, inclure des toutes les parties prenantes concernées dans les débats du CSA; en suite, servir comme un vrai forum mondial des Etats membres des Nations Unies et des Nations membres de la FAO, et en fin, adopter des processus reformés de gouvernance et de prise de décision. Ainsi, le Bureau a décidé de créer un Groupe de contact composé de représentants des Etats et Nations Membres, des organisations internationales et des institutions financières, des ONG, de la société civile et du secteur privé.

Je voudrais souligner que le Bureau du CSA, sous la présidence de Mme María del Carmen Squeff et avec le soutien continu des représentants des pays membres ainsi que de celui du secrétariat, a mené un travail de concertation pour la réforme avec beaucoup de rigueur et de persévérance, grâce à une participation très large des acteurs concernés.

Je tiens à vous assurer de mon engagement personnel et de celui de la FAO à soutenir les changements décidés et à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour rénover et renforcer le CSA en tant que base du Partenariat global de la sécurité alimentaire.

Une structure rénovée et revitalisée de gouvernance de la sécurité alimentaire devrait avoir pour objectifs :

1. de maintenir l'agriculture et la sécurité alimentaire comme priorité de l'agenda international pour l'éradication de la faim et de la malnutrition dans le monde ;
2. d'acquérir une compréhension approfondie des facteurs affectant la sécurité alimentaire mondiale, les risques associés et les actions à entreprendre pour y faire face ;
3. d'assurer des liens étroits entre l'expertise technique et les décisions politiques ;
4. de veiller à ce que la communauté internationale adopte une approche cohérente et systématique de la sécurité alimentaire avec une capacité:
 - de répondre rapidement aux situations de crise alimentaire et d'urgence afin de limiter leurs effets négatifs ;

- de stimuler les investissements dans l'agriculture et le développement rural et mobiliser les financements nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire des populations locales ;
- d'aider à renforcer la gouvernance de la sécurité alimentaire dans le cadre des cohérences et complémentarités entre les politiques stratégiques et actions à tous les niveaux : national, régional et international.

Les discussions et décisions du CSA doivent, pour être crédibles, s'appuyer sur des travaux reposant sur une solide base scientifique et technique. D'où l'importance de mettre en place un réseau d'experts de haut niveau. Il aura pour vocation principale de fournir aux Etats Membres, aux organisations du CSA, et à d'autres parties intéressées, les analyses et synthèses des connaissances pour donner des avis scientifiques sur les questions techniques et économiques. Ces informations permettront l'adoption de politiques, stratégies et programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition aux niveaux mondial, national et local.

L'Organisation travaille depuis longtemps avec des organes et groupes d'experts sectoriels, dans un cadre juridique précis et des procédures détaillées. Ils expriment des avis pour l'établissement des politiques et des normes dans les diverses disciplines de l'alimentation, des cultures, de la production animale, des forêts, des pêches et de l'aquaculture, mais aussi du commerce des produits agricoles. Plusieurs d'entre eux fonctionnent sans interruption depuis des décennies. Il s'agit de renforcer ce dispositif et de mieux intégrer ces expertises au service du CSA.

*Excellences,
Honorables Délégués,
Mesdames et Messieurs,*

Vous avez devant vous un document contenant des propositions pour la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. C'est le produit d'une année de travail intense qui n'était pas toujours facile. Votre dévouement et votre détermination ont permis de mener rapidement le processus de réforme du Comité à bonne fin. Je voudrais saluer votre engagement exceptionnel dans l'accomplissement de cette tâche difficile et les efforts inlassables de tous les membres du Bureau du CSA. Je souhaite vous exprimer ma profonde gratitude à vous tous, pour tout ce travail réalisé dans un esprit de dialogue et un souci de convergence qui permettent aujourd'hui de proposer un document de réforme qui, nous l'espérons, pourra être adopté de manière consensuelle.

J'espère que cette session du CSA saura nous guider dans la voie du renouveau pour créer les bases d'un Comité de sécurité alimentaire mondiale efficient, efficace et effectif. En réussissant cet exercice, nous franchirons une étape historique dans la lutte pour l'éradication définitive de la faim dans le monde.

J'attends donc avec beaucoup d'intérêt les résultats de vos délibérations. Je vous remercie de votre aimable attention et je souhaite plein succès à vos travaux.